



## FRANCE

Les maths de nouveau obligatoires en classe de 1<sup>re</sup>

Le ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, revient sur une mesure emblématique de l'ère Blanquer

L'option de une heure et demie de mathématiques, ajoutée à la hâte en septembre dans le tronc commun de la classe de 1<sup>re</sup> et boudée par une grande partie des élèves, a vécu. A la rentrée 2023, cette option deviendra un enseignement obligatoire pour ceux qui ne choisiront pas l'enseignement de spécialité, a annoncé le ministre de l'éducation nationale, dimanche 13 novembre. « Il est nécessaire de réconcilier les élèves fâchés avec cette discipline, en proposant un programme spécifique qui permet une remise à niveau », affirme Pap Ndiaye dans un entretien aux *Echos*.

La communauté scientifique alerte depuis des mois sur les conséquences de la réforme du lycée, voulue par Jean-Michel Blanquer, sur les choix d'orientation des lycéens. Depuis 2019, la discipline avait disparu du tronc commun pour devenir un enseignement de spécialité, à choisir parmi douze autres. Résultat : un élève sur trois décide depuis d'arrêter les maths dès la fin de la classe de 2<sup>de</sup> générale. Ce chiffre éloquent a obligé Emmanuel Macron à se positionner durant la campagne présidentielle et à proposer un retour des mathématiques dans le tronc commun de la classe de 1<sup>re</sup>, d'abord sous forme optionnelle.

Pap Ndiaye entérine ainsi le rétropédalage amorcé il y a quelques mois. Le ministre veut également corriger les inégalités de genre causées par la réforme. La spécialité mathématiques est aujourd'hui majoritairement suivie par des garçons (58 %). Le ministre affiche l'objectif d'atteindre, d'ici à la fin du

quinquennat, la parité filles-garçons dans cette spécialité, sans pour autant mettre en place des quotas.

Cette nouvelle formule suscite bien des doutes dans la communauté éducative. Sophie Vénétay, responsable du SNES-FSU, estime que le ministère « *bricole* » et s'interroge sur « *les angles morts de ces annonces* » : « *Quel programme en 2<sup>de</sup> ? Quelle articulation avec la terminale ?* », se demande-t-elle. « *Cette mesure fait courir le risque de consolider une image de "mathématiques punitives"* », craint pour sa part le SE-UNSA. Pour Mélanie Guenais, coordinatrice du collectif Maths et Sciences, non seulement les mesures annoncées peuvent être « *contreproductives* » pour les élèves les plus fragiles, mais elles ne permettent pas d'attirer davantage de lycéens vers les sciences alors qu'il est « *absolument nécessaire d'élargir le vivier rapidement* ».

**Désamour**

Le timing de ces annonces n'a rien d'anodin. Lundi 14 novembre s'ouvrent les assises des mathématiques pendant lesquelles le CNRS veut interpeller les politiques sur le désintérêt pour la discipline, alors qu'« *elles sont vitales pour préserver la souveraineté économique de la France* », martèlent les organisateurs. Selon leur enquête, réalisée en amont de l'événement, pas moins de 3,3 millions d'emplois salariés ont une activité principale en lien avec la discipline, et ce chiffre est appelé à croître.

Si le lycée concentre les attentions, le désamour des élèves français pour les mathématiques commence bien avant. La perfor-

mance des écoliers sur le calcul en fin de CM2 diminue depuis 1987, et la France se classe avant-dernière des pays de l'Union européenne sur la performance des élèves de CM1 et de 4<sup>e</sup>, d'après la dernière étude internationale Timms (pour Trends in International Mathematics and Science Study).

Face à ce constat, Pap Ndiaye, qui fait de 2023 « *l'année de la promotion des mathématiques à l'école* », complète son plan par un renforcement de cette matière dans les classes charnières de 2<sup>de</sup> et de 6<sup>e</sup>. Un « *module de réconciliation* » de une heure et demie doit être créé en classe de 2<sup>a</sup> à la rentrée 2023 pour les élèves les plus fragiles, dans tous les lycées généraux, technologiques et professionnels. En 6<sup>e</sup>, un module de une heure et demie sera mis en place, de consolidation pour les élèves les plus fragiles, et d'approfondissement pour les élèves les plus avancés. Le niveau atteint par chaque élève fera l'objet d'une certification en fin de 3<sup>e</sup>.

Reste que la mise en œuvre de ce plan se heurte à une difficulté majeure : la pénurie d'enseignants de mathématiques. Seule la moitié des postes ont été pourvus au Capes externe de mathématiques en 2022. Quelque 550 nouveaux enseignants certifiés et près de 340 nouveaux agrégés ont fait leur rentrée en septembre. Or, Pap Ndiaye évalue, pour le seul retour des mathématiques obligatoires en 1<sup>re</sup>, les besoins à « *400 à 425 postes, en équivalent temps plein* ». Il se veut confiant pour couvrir ce volume d'heures, les représentants des enseignants sont plus dubitatifs. ■



SYLVIE LECHERBONNIER

## Le CNRS alerte sur le fait que la discipline est « vitale pour préserver la souveraineté économique de la France »

### Hugo Duminil-Copin, ambassadeur embarrassé

« Hugo Duminil-Copin sera notre ambassadeur pour porter ces transformations. » Les propos de Pap Ndiaye au sujet du rôle d'ambassadeur du récent médaillé Fields dans son entretien aux *Echos* – ainsi que dans le communiqué de presse de présentation de sa stratégie pour les mathématiques – ont étonné dans la communauté scientifique. Contacté par *Le Monde*, Hugo Duminil-Copin tient à lever toute ambiguïté : « Je ne me positionne pas sur la réforme du lycée. Ce n'est pas ma place, je veux rester neutre. Je n'ai aucun rôle à avoir dans ce domaine », fait-il savoir. Le chercheur souhaite s'impliquer uniquement dans « la promotion des mathématiques, dans la beauté de cette discipline, qui n'a rien d'élitiste ». « Aujourd'hui, certains enseignants font beaucoup, en créant des clubs ou des sites Internet, et ces gens méritent d'être soutenus et mis en avant. » Pap Ndiaye et Hugo Duminil-Copin doivent discuter de cette mission ce lundi.



